

L'Agence Média Palestine propose une traduction d'un dossier de presse fourni par le Syndicat des Journalistes Palestiniens, qui recense les crimes et violations commis par Israël à l'encontre des journalistes depuis le 7 octobre 2023. Par le Palestinian Journalists Syndicate, octobre 2024

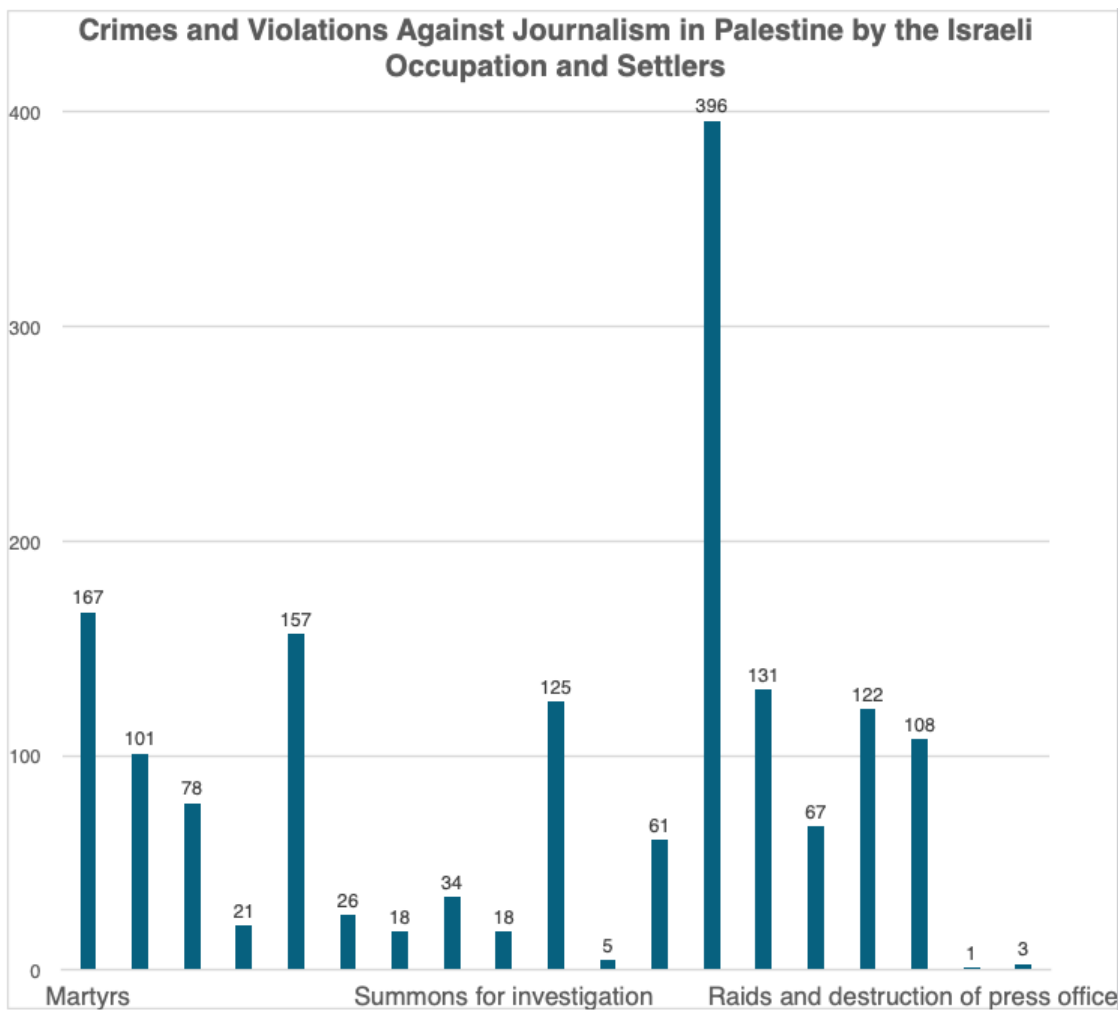


CHIFFRES CLÉS :

- 1 639 violations totales enregistrées contre le journalisme et les professionnel.le.s des médias
- 167 journalistes et professionnel.le.s des médias tué.e.s
- 2 journalistes disparus par la force
- 357 blessures causées par des missiles, des balles et d'autres attaques par les forces d'occupation et les colons
- 125 journalistes arrêté.e.s, dont 21 journalistes femmes tuées et 16 actuellement détenues par l'Occupation
- 73 institutions médiatiques détruites à Gaza et 15 fermées en Cisjordanie
- 902 autres violations perpétrées par l'Occupation et les colons, dont des tirs, des détentions et des interdictions à couvrir les événements

Ramallah : Le Syndicat des journalistes palestinien.ne.s rapporte que l'occupation israélienne commet, depuis maintenant un an de guerre génocidaire contre le peuple palestinien, le plus vaste et le plus horrible massacre de journalistes de l'histoire moderne.

Dans un rapport publié à l'occasion du premier anniversaire de la guerre, le 7 octobre 2023, le Syndicat détaille **1 639 crimes** commis par l'Occupation israélienne contre des journalistes et des institutions médiatiques, en particulier à Gaza. Parmi ces violations, on compte la mort de **167 journalistes** et de personnes travaillant dans les médias.



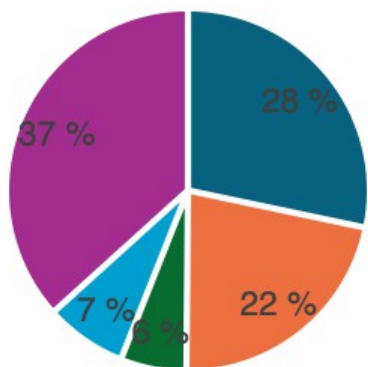
Crimes et violations commis contre le journalisme en Palestine par l'occupation israélienne et par les colons

Le plus grand massacre de l'histoire

Selon le Comité pour la liberté, **167 journalistes**, travailleurs et travailleuses des médias ont été tué.e.s par l'Occupation israélienne depuis le 7 octobre 2023, dont **21 journalistes femmes**. Parmi les victimes figure Ibrahim Mohammed, un journaliste du camp de Noor Shams à Tulkarem, en Cisjordanie. Cela représente **11 % des journalistes de Gaza**.

Le syndicat souligne que ces journalistes ont payé le prix ultime pour transmettre la vérité au monde, et que l'Occupation israélienne cherche à supprimer cette vérité par des assassinats ciblés.

Documented Injuries to Journalists by the Occupation Forces and Settlers



- Injuries from bullets/shrapnel of missiles
- Assault by beating and abuse
- Direct injuries to the body from sound and gas bombs
- Assaults by settlers
- Suffocation from gas bomb toxins

Graphique : Blessures infligées aux journalistes par les forces de l'Occupation et par les colons
 Blessures causées par des balles ou des éclats de missiles
 Agressions par coups et sévices
 Blessures directes au corps causées par des bombes à gaz et des bombes assourdissantes
 Agressions par des colons
 Suffocation due aux toxines des bombes à gaz

Une année d'assassinats ciblés et de blessures graves infligées

Le Syndicat rapporte que plusieurs journalistes ont été tué.e.s et leurs corps sont restés enfouis sous les décombres de leurs maisons pendant des mois. Il s'agit notamment de Heba Al-Abadleh, dont le corps git encore sous les débris, tout comme ceux de Salam Mima et d'ayat Khudura.



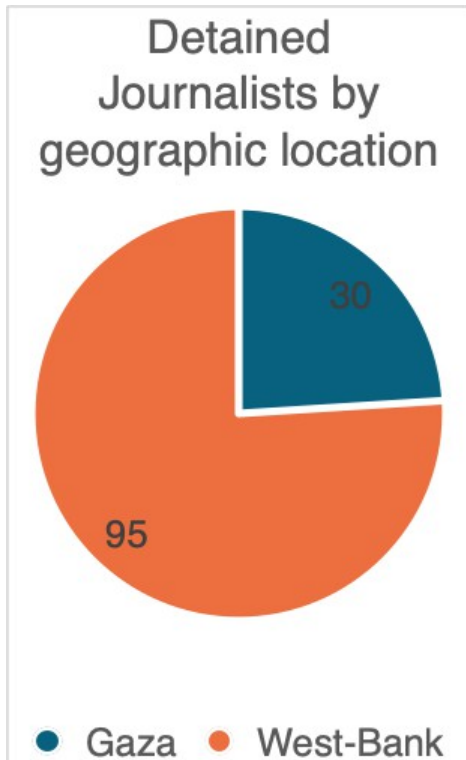
Le rapport du Syndicat fait état de **357 blessures** parmi les journalistes au cours de la guerre génocidaire, blessures provoquées par les missiles de l'Occupation, les tirs directs, les bombes à gaz toxiques et les attaques des colons. Parmi ces blessures, **101** résultent de missiles et de balles, des tirs ciblé et délibérés de l'Occupation israélienne contre les journalistes. L'un des cas les plus récents concerne le journaliste Ahmed Al-Zard, photographe pour Al-Kufiyah TV, qui a été grièvement blessé. Sa mère a également été blessée, alors que son frère, ainsi que plusieurs autres membres de sa famille, ont été tués lors d'une frappe israélienne qui a visé leur maison à Khan Younis.



Le rapport note que plusieurs journalistes ont subi des blessures graves qui ont conduit à des amputations. Sami Sh-hadeh, par exemple, qui a été frappé par l'Occupation alors qu'il couvrait le déplacement dans le camp d'Al-Nuseirat au centre de Gaza, a été amputé de la jambe droite. D'autres journalistes ont été blessés au niveau des organes vitaux, ce qui témoigne de l'intention de tuer de l'armée israélienne.

Le correspondant d'Al Jazeera, Ismail Abu Omar, a été amputé de la jambe droite lors d'une attaque dans la zone de Mirage, au nord de Rafah ; sa jambe gauche a également subi une blessure grave. De même, le photjournaliste Abdullah Al-Haj a perdu une jambe alors qu'il couvrait les événements du camp d'Al-Shati' à Gaza. Le photographe Mohammed Al-Za'anin a été blessé à l'œil gauche après avoir été pris pour cible par un drone qui larguait des bombes explosives près de l'hôpital Nasser à Khan Younis.

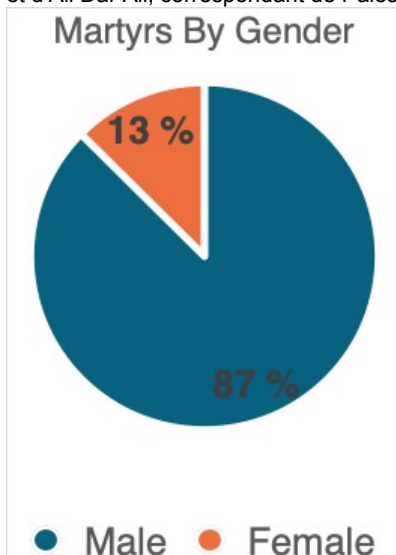
125 journalistes arrêté.e.s par l'Occupation israélienne



Graphique : Journalistes détenu.e.s selon leurs localisations géographiques

Les données du Syndicat révèlent que depuis octobre de l'année dernière, les autorités de l'Occupation ont arrêté **125 journalistes** en Cisjordanie et à Gaza, dont **61** se trouvent toujours dans les prisons israéliennes. Parmi les personnes arrêtées figurent **16 femmes journalistes** palestiniennes, dont six sont toujours en détention. En outre, les autorités d'occupation ont exilé le journaliste Siqal Qaddum, 51 ans, qui travaille pour Palestine TV, de Hébron à Gaza via le point de passage de Kerem Shalom.

Le Syndicat note que **33 journalistes** ont été soumis.e.s à ce que l'on appelle la « détention administrative ». En outre, les tribunaux israéliens ont profité des lois d'urgence pour accuser certain.e.s journalistes détenu.e.s d'incitation à la violence par le biais de médias et de plateformes de réseaux sociaux. Il s'agit notamment de la journaliste Rasha Harzallah, rédactrice à WAFA, et d'Ali Dar Ali, correspondant de Palestine TV.



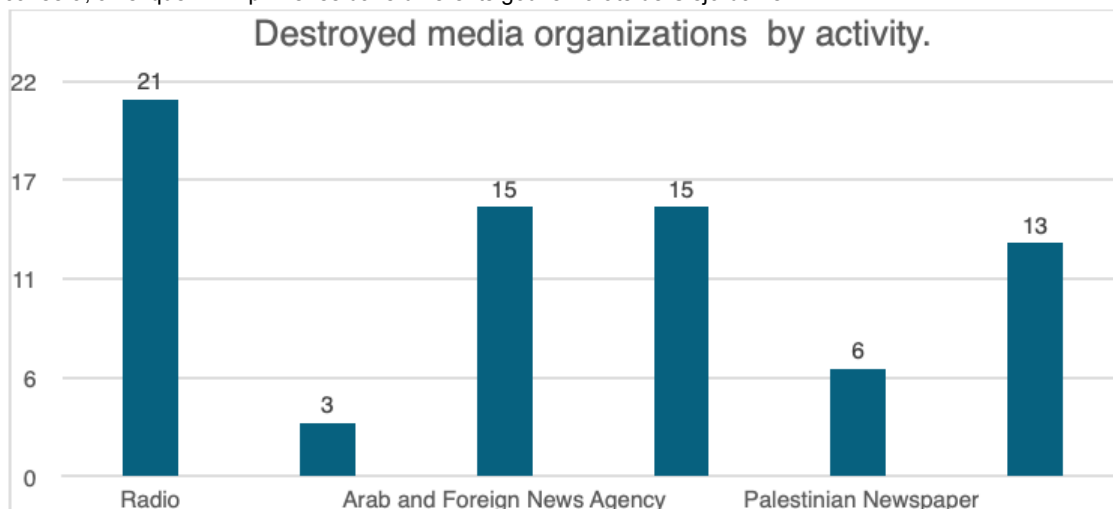
Graphique : meurtres de journalistes selon leur genre

Depuis le 7 octobre 2023, les journalistes Nidal Al-Wahidi, qui travaille pour Al-Najah TV et la plateforme New Press, et Haitham Abdel Wahid, d'Ain Media, ont disparu de force. Les autorités d'occupation refusent de divulguer toute information sur leur sort ou de répondre aux interrogations de la communauté internationale et des défenseurs des droits de l'homme qui cherchent à élucider les circonstances de leur disparition.

Destruction complète des institutions médiatiques à Gaza et fermetures en Cisjordanie

L'occupation israélienne a détruit 73 institutions médiatiques à Gaza, selon la documentation du Comité de la liberté du syndicat. Il s'agit notamment de 21 stations de radio locales, de 3 tours de diffusion, de 15 agences de presse, de 15 chaînes satellites, de 6 journaux locaux et de 13 bureaux de médias et services de presse.

En Cisjordanie, l'occupation a fermé 15 institutions, notamment Palestine TV à Jérusalem et les chaînes Al-Mayadeen et Al-Jazeera, ainsi que 12 imprimeries dans différents gouvernorats de Cisjordanie.



Graphique : Organismes de médias détruits selon leur activité

514 martyr.e.s parmi les familles des journalistes à Gaza

Les familles de journalistes ont payé un lourd tribut en raison de la profession de leur proche. Selon les chiffres de la « commission liberté » du Syndicat, **514 membres des familles de journalistes à Gaza** ont été tué.e.s à la suite de frappes aériennes visant les domiciles et les lieux de déplacement de leurs proches journalistes.



Le rapport indique que l'occupation israélienne a pris pour cible, par des frappes aériennes et des obus d'artillerie, environ **115 maisons** appartenant à des familles de journalistes palestinien.ne.s à Gaza. Dans plusieurs cas, ce sont des familles entières

de journalistes qui ont été rayées des registres d'état civil. Parmi elles et eux, le journaliste Hussam Al-Dabbaka d'Al-Quds TV a perdu sa femme et ses enfants lorsque leur appartement a été frappé et d'autres membres de sa famille ont trouvé la mort dans le camp d'Al-Maghazi. On y compte aussi le journaliste Mohammad Abu Hatab de Palestine TV, dont 11 membres de la famille, y compris sa femme, ses enfants et son frère, ont été tué.e.s, tout comme la journaliste Salam Mima, son mari et leurs trois enfants, Hadi, Ali et Sham, qui ont été tué.e.s quand une frappe aérienne a décimé leur maison dans le camp de Jabalia.

Les coups de feu sont le langage utilisé par l'occupation pour communiquer avec les journalistes



La forme d'agression la plus courante en Cisjordanie depuis le début de la guerre génocidaire a été les tirs directs sur les équipes de presse. Au total, 198 membres d'équipes de presse ont été exposé.e.s à ces incidents dangereux mettant leurs vies en danger, dont la plupart se sont produits à Jénine et à Tulkarem.

Au cours du dernier trimestre 2023, 26 incidents ont été enregistrés. Ce nombre est passé à 106 au cours du troisième trimestre de l'année. De nombreux journalistes et leur matériel (caméras et véhicules) ont souffert à la suite de ces attaques.

La violence des colons légitimée par le gouvernement israélien

Vingt-six journalistes ont été victimes d'attaques brutales de la part de colons en Cisjordanie, souvent en présence de la police et des forces militaires d'occupation qui ne sont pas intervenues et n'ont demandé de comptes à aucun.e des agresseur.euse.s. Ces incidents incluent l'exhibition d'armes et des menaces de mort explicites. Ainsi, Shrouq Issa, journaliste au Palestine Post, a reçu des menaces de mort lorsqu'un colon israélien a pointé un fusil sur elle alors qu'elle couvrait des événements dans la ville de Beit Ummar, au nord d'Hébron. De même, le photographe anglophone pour Al Jazeera Joseph Handal a été agressé physiquement par un groupe de colons au point de contrôle « Container », à l'est de Bethléem. Les agresseur.euse.s ont brisé les vitres de sa voiture à l'aide de pierres et de bâtons et l'ont aspergé de gaz poivré au visage, ce qui lui a causé des blessures et des fractures.



À Jérusalem, un grand nombre de journalistes ont été agressés par des colons qui les ont battus et ont allumé des incendies criminels. Ainsi, Saif Al-Qawasmi, correspondant du site web d'Al-Asima, présente des cicatrices à la main après que des colons ont délibérément écrasé des cigarettes sur lui. La journaliste Diala Jweihan d'Al-Hayat Al-Jadida a également été battue et agressée en même temps que sa collègue Malak Arouq, de même que Bara'a Abu Ramoz, correspondant d'Al-Arabiya, et de nombreux autres.

Les gaz toxiques blessent encore les yeux des journalistes et portent atteinte à leur corps

Le rapport souligne que **152 journalistes ont été blessés** par des bombes à gaz, dont **140** cas d'inhalation de gaz toxiques et **19** cas où des bombes à gaz ont directement atteint des journalistes.

Un incident notable concerne le journaliste Sadqi Rayan, qui a été blessé à la tête par une bombe à gaz lorsque les forces d'occupation ont pris pour cible des journalistes sur le mont Sabih, près de l'avant-poste de la colonie « Evitar » dans la ville de Beta, à Naplouse. La photographe de Reuters, Raneen Suwafta, a également été touchée au visage par une bombe à gaz et transportée à l'hôpital de Jénine après une attaque menée par les forces d'occupation contre des journalistes.

Une série de crimes pour empêcher les équipes de travailler

Le rapport du Comité pour la liberté dénombre **396 cas de détention** de personnes et d'équipes de presse, empêchant leur travail. Nombre d'entre elles et eux ont été menacés verbalement de coups de feu et d'arrestation en cas de refus d'obtempérer. On observe notamment une augmentation significative des cas d'obstruction, y compris des tentatives d'écrasement de journalistes avec des engins lourds et des véhicules militaires.

Un cas parmi d'autres a eu lieu près de la ville de Tubas, lorsqu'une jeep militaire israélienne a heurté le véhicule des journalistes Majdi Ishtayeh et Ali Ishtayeh alors qu'ils couvraient les événements dans la région de Tiyasir. De même, des véhicules militaires ont tenté d'écraser le correspondant d'Al Jazeera, Jevara Al-Badiri, le photographe Aref Tufaha, le correspondant de Palestine TV, Amir Shahin, et un groupe d'autres journalistes.

D'autres journalistes ont été près d'être écrasés par un bulldozer de l'armée israélienne, alors qu'ils couvraient les démolitions des rues de Jénine. Il s'agit notamment du correspondant d'Al-Arabiya, Amjad Shahada, du correspondant d'Al-Ghad, Diaa Houshiah, du correspondant de la chaîne Ro'ya, Hafez Abu Sabra, et du correspondant du journal Al-Quds, Ali Samoudi.

Autres formes de crimes et d'agressions

L'occupation israélienne emploie diverses tactiques pour poursuivre, contraindre et cibler les journalistes. Il s'agit notamment d'empêcher les déplacements, de confisquer les biens personnels et professionnels, de convoquer les journalistes pour les interroger, de recourir à des tribunaux militaires injustes, d'imposer des amendes et de prescrire l'assignation à résidence. Cette situation reflète la soumission de la Cour suprême, la plus haute autorité judiciaire du système d'occupation, laquelle, en connivence avec le gouvernement et l'armée israéliens, rejettent les demandes de l'Association des journalistes étrangers de leur accorder l'autorisation à entrer dans la bande de Gaza pour travailler et couvrir l'actualité.

Conclusion

Les indicateurs alarmants de crimes brutaux commis contre les journalistes palestiniens — et la facilité avec laquelle on leur ôte la vie — découlent de décisions prises au plus haut niveau du gouvernement d'occupation israélien. Ces actes ne peuvent être attribués à des initiatives individuelles sur le terrain ; il s'agit plutôt d'actions systématiques menées par des institutions politiques et leur appareil de sécurité.

Le rejet par la Cour suprême israélienne de la demande de l'Association des journalistes étrangers d'entrer dans la bande de Gaza afin d'y couvrir les événements souligne l'effort persistant de l'occupation pour isoler les journalistes palestiniens et pour saper leur crédibilité alors qu'ils et elles tentent de dire au monde la vérité.

Le coût élevé supporté par les familles des journalistes palestiniens, illustré par la perte de leurs proches en raison de leur seule profession, reflète un niveau de décadence morale et d'inhumanité sans précédent dans l'histoire humaine. Le nombre de blessures graves causées par les éclats de missiles et les balles dépasse largement celui des blessures causées par les matraques et les coups de pied, ce qui témoigne d'une volonté manifeste de tuer. La nature de ces incidents et ces chiffres ne trouvent pas d'équivalent dans les rapports des syndicats et des organisations de défense des droits de l'homme couvrant d'autres conflits dans le monde.

Le bombardement par les forces d'occupation des bureaux des médias, y compris ceux appartenant à des organisations de médias étrangères, envoie un message de défi au monde, démontrant un mépris flagrant pour la série de crimes et d'actes de génocide commis à l'encontre de la société palestinienne.

L'augmentation alarmante des tirs à balles réelles contre les journalistes en Cisjordanie confirme l'intention délibérée d'opprimer et de violer leurs droits, créant une atmosphère de terreur et d'intimidation à l'unique fin d'occulter la vérité.

La détention de journalistes sans procès et l'interdiction de visites par la Croix-Rouge et par les membres de leur famille constituent une violation de tous les accords et chartes internationaux. En outre, les raids de l'armée d'occupation sur les propriétés des journalistes et les institutions médiatiques se produisent sans aucune justification légale, sans documentation ni reconnaissance de ces « confiscations ».

Les schémas géographiques et temporels du ciblage des journalistes témoignent de l'effort israélien systématique d'oppression de la société palestinienne. À Gaza, l'occupation se livre à des actes de génocide, espérant que le fait de réduire les journalistes au silence occultera la réalité de ses actions brutales. L'augmentation des attaques contre les journalistes dans les régions du nord de la Cisjordanie est caractéristique d'une tendance plus générale à la violence contre les civils dans ces régions, tandis que le règne outrancier de non-droit qu'impose l'armée d'occupation à Jérusalem confirme que ce sont bien les journalistes de la ville qui sont ciblés. Et nous savons que la fréquence plus élevée d'attaques contre des journalistes dans une région spécifique est indicative d'une tendance plus générale à la violence contre les civils dans la région en question.

Enfin, l'augmentation notable des agressions et des actes de terrorisme perpétrés par les colons à l'encontre des journalistes nous indique clairement que le gouvernement d'occupation israélien leur a accordé la légitimité de commettre des atrocités à l'encontre des journalistes et des civils.

Recommandations

- 1. Action des Nations Unies** : Les Nations Unies et le Conseil de sécurité des Nations Unies doivent émettre des directives claires exigeant que le gouvernement d'occupation israélien mette fin à ses attaques contre les journalistes.
- 2. Cour internationale de justice** : La Cour internationale de justice a l'obligation professionnelle, éthique et humanitaire de prendre des mesures et d'émettre une série de décisions visant à protéger les journalistes palestiniens.
- 3. Responsabilité de la Cour pénale internationale** : La réputation et le professionnalisme de la Cour pénale internationale sont en jeu, car elle n'a pas encore traité les nombreux cas présentés par le Syndicat concernant les crimes israéliens passés, y compris l'assassinat de la journaliste Shireen Abu Akleh et le meurtre de plusieurs collègues à Gaza au cours des années précédentes.
- 4. Soutien de la Fédération internationale des journalistes** : Nous demandons instamment à la Fédération internationale des journalistes de poursuivre son soutien en créant un syndicat et un réseau de défense des droits afin de faire pression sur la Cour pénale internationale pour qu'elle poursuive les responsables politiques et sécuritaires de l'occupation et ainsi que les colons, et qu'elle les empêche de se soustraire à l'obligation de rendre compte de leurs crimes.
- 5. Mobilisation de l'Union des journalistes arabes** : L'Union des journalistes arabes se doit d'être le fer de lance d'un mouvement impliquant les parlements arabes, la Ligue arabe, les syndicats et les organisations de défense des droits de l'homme afin de soutenir les journalistes palestiniens dans leur travail et de dénoncer les crimes de l'occupation.
- 6. Activation au niveau national** : Il est essentiel d'activer un mécanisme national palestinien pour prévenir l'impunité et assurer la protection des journalistes au niveau local, ceci en collaboration avec le ministère palestinien des affaires étrangères, le ministère de la justice, l'Organisation de libération de la Palestine, l'Association du barreau palestinien, l'Union des écrivains et des auteurs, la Commission indépendante, Al-Haq et d'autres secteurs concernés.
- 7. Soutien aux journalistes de Gaza** : Les journalistes palestiniens, en particulier dans la bande de Gaza, ont besoin de toute urgence d'un soutien juridique et moral sans faille, ainsi que des ressources nécessaires pour vivre décemment en raison du manque de revenus dû au siège actuel et à la perte d'équipements, de bureaux et d'équipes.
- 8. Veille et documentation** : Le Syndicat des journalistes palestiniens et toutes les institutions concernées continueront à surveiller, documenter et publier tous les crimes et agressions commis par l'occupation contre les journalistes.
- 9. Un traitement médiatique plus humain** : Les médias locaux et arabes doivent fournir, avec plus d'attention à la dimension humaine, une couverture complète des crimes de l'Occupation contre les journalistes, en mettant l'accent sur leurs souffrances et celles de leurs proches plutôt que de présenter froidement des statistiques. Le Syndicat des journalistes souligne l'importance de respecter les normes de sécurité professionnelle afin de protéger la vie des journalistes, et de maintenir des normes éthiques pour assurer l'exactitude des informations.

Source : Press Freedom Report

Traduction : BM pour l'Agence Média Palestine